

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article13593>

Le FBI veut un accès plus simple aux communications électroniques

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : jeudi 29 juillet 2010

Spyworld Actu

Les "archives transactionnelles de communications électroniques" : cette expression barbare de quatre mots est au coeur d'un conflit grandissant entre le FBI, soutenu par l'administration Obama, les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) américains et les défenseurs de la vie privée.

Les autorités américaines souhaitent en effet ajouter les "archives transactionnelles de communications électroniques" à la liste des documents auxquels le FBI peut avoir accès, sans l'aval d'un juge, dans les affaires touchant au terrorisme ou à la sécurité nationale, [rapporte le](#) Washington Post dans son édition du 29 juillet. En clair, les enquêteurs veulent un accès direct aux destinataires de courriels, aux heures et dates d'envoi de messages et, selon certaines interprétations, à l'historique de navigation d'un citoyen américain. Les fournisseurs d'accès à Internet seraient tenus de fournir ces informations, mais pas le contenu des e-mails envoyés ou reçus.

"LETTRE DE SÉCURITÉ NATIONALE"

Pour les services de sécurité américains, il n'y a pas de différence entre ces informations et un relevé de communications téléphoniques, document auquel ils peuvent d'ores et déjà avoir accès par l'envoi d'une simple "lettre de sécurité nationale" (National Security Letter, NSL), sans passer par la décision d'un juge. Entre 2003 et 2006, le FBI a envoyé plus de 190 000 lettres de ce type.

Les défenseurs de la vie privée et les avocats des FAI arguent que l'adresse d'un correspondant est, de fait, plus privée qu'une adresse postale ou qu'un numéro de téléphone, parce qu'elle permet de déduire des informations de nature personnelle. Marc Zwillinger, un avocat spécialiste du sujet, interrogé par le Washington Post, note également que les limites des documents consultables par le FBI ne seraient pas clairement établies. "Qu'en est-il d'une demande d'amitié sur Facebook ? Est-ce l'équivalent d'un coup de téléphone ? D'un e-mail ?"

En 2008, Barack Obama avait initialement fait campagne en promettant de mettre fin aux "écoutes illégales", opérées sous l'administration Bush pour la surveillance de terroristes présumés. Mais il s'était attiré de virulentes critiques de l'aile gauche démocrate, au cours de cette même année, en soutenant in fine une loi garantissant l'immunité aux entreprises de télécommunication qui avaient collaboré avec l'administration Bush.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/technologies/...>